

OBSERVER ET COMPRENDRE POUR AGIR : L'OBSERVATOIRE DU SAMUSOCIAL DE PARIS

Faits marquants

La présentation des premiers résultats de l'étude SAMENTA sur la santé mentale et les addictions chez les personnes sans logement personnel d'Ile-de-France.

La réalisation de la troisième journée scientifique de l'observatoire, le 15 décembre 2009 à la Maison de la RATP, pour présenter les travaux des 2 dernières années.

L'Observatoire a pour mission d'identifier et d'analyser les problématiques des populations rencontrées par les équipes du Samusocial de Paris. Il a pour objectif d'établir une typologie des publics, d'observer leurs conditions de vie, et d'analyser leurs besoins et attentes relatifs à la santé physique et psychique, comme à leur situation sociale.

L'Observatoire assure ses missions à partir des données recueillies dans le cadre de l'activité des différents services du Samusocial de Paris et aussi par la mise en œuvre d'études ponctuelles dans les domaines de l'épidémiologie, la sociologie, l'anthropologie et la psychologie. Ces études visent non seulement à contribuer au développement des connaissances sur cette population, mais aussi à participer à l'amélioration de la prise en charge des personnes et à contribuer à l'adaptation et l'évaluation des politiques publiques de lutte contre l'exclusion.

Fonctionnement

L'Observatoire doit rechercher les fonds nécessaires à son fonctionnement et à la réalisation de son programme d'études.

Son financement en 2009 a reposé d'une part, sur la mise à disposition de personnels et d'autre part, sur des subventions issues d'entreprises privées et d'organismes publics.

Une personne est mise à disposition par la SNCF, l'assistant de direction ; la directrice de l'Observatoire est détachée du Ministère de la santé, le financement de son poste est assuré par une subvention de la DRASSIF. Les autres membres de l'équipe ont des contrats GIP de durée variable selon les études auxquelles ils participent, financés dans le cadre du budget voté en CA.

Les partenaires de l'Observatoire pour l'année 2009 ont été : le Centre d'Action Sociale de la Ville de Paris (CASVP), la Compagnie Parisienne de Chauffage Urbain (CPCU), la DRASS Ile-de-France, la Fondation EDF Diversiterre, la Fondation d'entreprise L'Oréal, la Fondation MACIF, le Haut Commissaire aux Solidarités Actives contre la Pauvreté et à la Jeunesse, l'Institut National de Prévention et d'Education pour la Santé, l'Observatoire National de la Pauvreté et de l'Exclusion Sociale, la Préfecture de Paris, la RATP, Siemens, la SNCF.

Etudes finalisées ou en cours

- ✓ Enquête sur la santé mentale et les addictions chez les personnes sans logement d'Ile-de-France (Samenta)

L'enquête Samenta a été initiée début 2008. L'année 2009 a été consacrée au recrutement des 60 enquêteurs (professionnels et psychologues), au recueil de données sur le terrain (16 février - 6 avril 2009), à la saisie des données, au nettoyage et préparation de la base de données pour l'analyse, à la présentation des premiers résultats, à l'écriture du rapport final (*premiers résultats*).

Entre février et avril 2009, 840 personnes ont participé à l'enquête. La pondération de l'échantillon permet d'estimer **la population francilienne sans logement personnel fréquentant les services d'aide pendant la période d'étude à 21 176 personnes** (IC_{95%} [17 582 ; 24 770]).

Le rapport¹ qui présente les premiers résultats, s'intéresse principalement aux prévalences des troubles psychiatriques et des addictions. Un tiers de cette population souffre de troubles psychiatriques sévères, c'est-à-dire de troubles psychotiques, de troubles de l'humeur (troubles dépressifs sévères essentiellement) et de troubles anxieux. Cette prévalence de troubles sévères est plus forte qu'en population générale. Elle reflète le risque élevé de rupture sociale présenté par les personnes atteintes de troubles psychotiques ou de troubles sévères de l'humeur. Elle est, en particulier, dix fois plus importante pour les troubles psychotiques. De même, la dépendance ou la consommation régulière de substances psychoactives (alcool, drogues illicites et/ou médicaments détournés de leur usage) concernent près de trois personnes sur dix. Les prévalences de troubles psychiatriques sévères et d'addictions sont plus élevées dans des dispositifs à bas seuil, qui accueillent un public plus défavorisé et ne facilitent pourtant pas l'accès ou le maintien dans le soin. Les structures d'urgence et les hôtels sociaux sont particulièrement concernés. La co-morbidité entre troubles psychiatriques et addictions est aussi plus importante parmi les personnes sans logement personnel que parmi la population générale. Par ailleurs, si les personnes atteintes de troubles psychiatriques sévères ont eu, pour plus des deux tiers d'entre elles, un recours aux soins psychiatriques au cours de leur vie, la majorité d'entre elles n'est plus suivie : le maintien dans le soin s'avère problématique. Toutefois, il faut noter que leur observance du traitement n'est pas moins bonne que celle des personnes atteintes de troubles psychiatriques en population générale. Statistiquement, la plupart de ces résultats ne diffère pas de ceux obtenus par V. Kovess et C. Mangin-Lazarus il y a plus de dix ans. Concernant la **santé mentale et les addictions**, les personnes sans logement personnel demeurent donc toujours **particulièrement touchées**.

Cependant, la **maladie mentale n'affecte pas toute la population sans logement personnel**, encore moins dans ses formes les plus sévères ; **il en est de même au sujet des addictions**. Ainsi, les prévalences mesurées devront être, dans les prochaines analyses, rapportées plus précisément aux caractéristiques et aux trajectoires sociales des personnes enquêtées, afin de rendre compte plus finement de l'inégale répartition des troubles et des addictions dans cette population, mais aussi d'évaluer leur importance et leurs impacts variables dans les parcours et la vie ordinaire des personnes.

La suite pour cette enquête en 2010 réside dans l'écriture d'articles scientifiques qui seront publiés dans la littérature internationale et d'un ouvrage à destination du grand public. Par ailleurs, un groupe de réflexion sera mis en place au samusocial de Paris pour réfléchir à la mise en œuvre de modifications des pratiques selon les recommandations issues des premiers résultats.

- ✓ *Prise en charge des personnes à la rue en cas d'épisode climatique extrême*

A la demande d'Alain Régnier, Préfet délégué général pour la coordination de l'hébergement et de l'accès au logement des personnes sans abri ou mal logées, l'observatoire a participé à la mise en œuvre d'une étude auprès des personnes rencontrées dans la rue par les équipes mobiles.

¹ Téléchargeable : <http://www.samusocial-75.fr/enquete-samenta.html>

Contexte

A la suite du débat sur la mise à l'abri forcée en période de grand froid, au cours de l'hiver 2008-2009, une mobilisation politique et associative a manifesté son opposition à cette proposition. Un groupe de réflexion regroupant les principales associations, sous l'égide du Préfet Régnier, s'est constitué dans l'objectif de se concerter sur les conditions de mise à l'abri en cas de grand froid. Le groupe de réflexion a proposé de lancer une enquête pour recueillir l'avis des personnes concernées et des personnes de terrain.

Rôle de l'observatoire du samusocial de Paris

La participation de l'observatoire a consisté en un appui méthodologique pour la construction du questionnaire et l'élaboration du protocole, puis pour la saisie et l'analyse des données. Cette étude s'est tenue du 2 au 9 mars 2009. Cinq associations ont participé à cette étude au niveau national : la Croix Rouge française, l'Ordre de Malte, l'Armée du Salut, le Collectif les morts de la rue et le Samusocial de Paris, en mobilisant leurs équipes de maraude afin qu'elles interrogent aléatoirement, par le biais d'un questionnaire, les personnes rencontrées et qu'elles répondent elles-mêmes à un questionnaire sur leur fonctionnement.

Quelques résultats

L'enquête à destination des personnes à la rue a permis de recueillir l'avis de 255 personnes sans-abri rencontrées lors des maraudes, dans 30 départements différents. Les personnes rencontrées sont âgées de 16 à 76 ans, la moyenne d'âge est de 38 ans. Près de 90 % des répondants sont des hommes.

La majorité des personnes rencontrées vit seule, et près d'un tiers possède un animal de compagnie. Elles ont perdu leur logement depuis une période allant d'1 semaine à 35 ans, la moitié est sans logement depuis moins de 3 ans. Parmi les lieux où elles dorment le plus souvent, l'espace public (rue, gare,...) est cité par 60 % d'entre elles, le squat par 35 %, le centre (d'urgence, foyer, accueil de nuit) par 22 %, les tiers (amis, ...) par 16 %, et l'hôtel par 9 %. Enfin, près de trois quarts des personnes ont une ou plusieurs sources de revenu (RMI, AAH, mendicité), 14 % ne vivent que de la mendicité.

La majorité des personnes à la rue souhaiterait que, outre les lieux d'hébergement, plus de lieux d'hygiène soient mis à leur disposition. La moitié d'entre elles est, de surcroît, en demande d'aide pour les démarches administratives. Elles souhaiteraient par ailleurs que les divers services qui leur sont destinés soient regroupés en un même lieu.

Concernant la mise à l'abri obligatoire : L'analyse des profils des répondants montre que, d'une part, les personnes qui ont tendance à être contre la mise à l'abri obligatoire en cas de grand froid sont celles qui critiquent les hébergements, et celles qui se sont habituées à dormir régulièrement à la rue (tout en allant parfois en centre).

D'autre part, les personnes qui ont tendance à être favorables à la mise à l'abri obligatoire en cas de grand froid, sont celles qui fréquentent régulièrement les hébergements d'urgence, et celles qui recherchent des abris alternatifs à la rue (hôtel, gare).

Les pistes de réflexion à la suite de cette étude

- L'expérience des personnes rencontrées par les équipes de maraude suggère que le dispositif d'accueil et d'hébergement n'est globalement pas adapté à leurs attentes. Elle paraît plaider en faveur de la mise en place d'une offre de services plus accessible, plus souple et plus diversifiée.
- Globalement, l'action des équipes mobiles semble être en accord avec les attentes des personnes rencontrées, même si la grande majorité des maraudeurs se heurte à des refus de prise en charge. La forte demande de soins des personnes rencontrées incite à renforcer la pluridisciplinarité des équipes mobiles et le manque de collaboration souligné par ces dernières avec les autres acteurs concernés par le protocole grand froid (Samu, pompiers, etc.) engage à améliorer la coordination de tous.

√ *Etude Hygiène et ectoparasitoses*

Une étude épidémiologique sur l'hygiène et ses conséquences cutanées, notamment en termes de portage d'ectoparasites a été initiée courant 2009.

Les objectifs de cette étude seront de mettre en évidence les obstacles rencontrés par les personnes sans-domiciles, en Ile de France, pour prendre soin de leur hygiène corporelle ; déterminer les conséquences

dermatologiques engendrées par les problèmes d'hygiène et plus particulièrement d'estimer la prévalence de la gale, des pédiculoses (poux de tête, corps et morpions) et des problèmes de pieds ; estimer la proportion de personnes ayant été infectées par une bactérie transmise par les poux de corps ; identifier les pratiques de prévention et de prise en charge des ectoparasitoses dans les centres d'accueil et les centres d'hébergement. Le but final de cette étude sera d'émettre des recommandations sur les règles d'hygiène et la lutte contre ces maladies dans les centres d'hébergement et ainsi réduire le portage des poux et de la gale.

En 2009 de nombreuses rencontres et réunions ont eu lieu pour la mise en place du projet (Cclin, InVS, acteurs de terrain - ESI, animateurs de CHUS, équipe d'assistance aux sans abris de la DPP ; dermatologues - SSP, Hôpital Mondor ; Fondation l'Oréal un des soutiens financier de l'étude). Grâce à elles un protocole d'étude et un projet questionnaire destinés aux personnes ont pu être élaborés en vue d'une finalisation en 2010.

✓ Etude sur la prise d'appel au 115 de Paris

Des observations exploratoires ont été menées auprès de permanenciers en 2009, afin de comprendre comment les appels de sans-abri (hors signalement donc) étaient pris en charge, dans un contexte structurelle de pénurie de places d'hébergement. Ces premières observations permettent de décrire la prise d'appel comme une série d'ajustements impliquant les appelants et les répondants, mais aussi des relations avec d'autres permanenciers et avec les coordinateurs. Ces relations s'inscrivent elles-mêmes dans un environnement de procédures et d'objets qui permettent de mobiliser les informations, l'expérience et les compétences nécessaires à la prise en charge. Si les permanenciers demeurent en situation d'opérer des « choix tragiques », ces choix relèvent moins de décisions arbitraires que d'opérations de mesure. L'expérience professionnelle n'est n'en pas pour autant toujours aisée.

Cette enquête a fait l'objet d'une communication lors de la journée scientifique de l'observatoire, qui servira de base en 2010 à la réponse à un appel à contribution de la revue *Ethnographiques.org*.

✓ *Description des profils et parcours des usagers du 115 de Paris et des maraudeurs*

Les objectifs de l'étude sont, en plus de la description des caractéristiques socio-démographiques des usagers du 115 et de leur évolution, l'analyse longitudinale des modalités d'usage du 115 : « durée de vie » dans le dispositif, comparaison de différentes cohortes par année d'entrée, etc.

L'observatoire récupère chaque année les données brutes de la base du 115 de Paris. Cette base de données à visée de réservation de places d'hébergement nécessite un lourd travail de nettoyage avant d'être utilisée à des fins d'analyse approfondie. En 2009, les données de 2008 ont été apurées, contrôlées, validées et complétées afin d'être intégrées à la cohorte 1999-2008.

En 2009, un temps-plein² de contrôleur de base de données a été recruté de façon à procéder au nettoyage et recodage de la base. Le socio-démographe coordonnant cette activité est parti en mai 2009. Il a été remplacé en octobre 2009 par une socio-démographe³ dont la fonction a été élargie à une coordination de l'observation sociale au samusocial de Paris. Ce pôle d'observation sociale, à cheval entre le 115 et l'observatoire, a pour objectifs d'une part d'améliorer la qualité et la valorisation des données du 115 grâce à une mutualisation des outils (accès à des logiciels d'analyse statistique pour le 115) et des compétences (appui méthodologique de l'observatoire) et d'autre part de développer des études socio démographiques approfondies sur la population des sans domicile en Ile de France.

² Deux étudiants en cours de formation en démographie à mi-temps

³ Emmanuelle Guyavarch, venant de l'Observatoire de l'enfance en danger (ONED)

Soutien méthodologique aux autres services du Samusocial de Paris

✓ *Soutien aux demandes de statistiques en urgence*

En 2009, le nombre de saisines a été comparable à celui observé en 2008 (environ une centaine). Ces demandes émanent principalement des services internes du samusocial (Direction Générale, Dispositif Maraudes, 115 de Paris, PHRH, Direction de la Veille sociale, Direction de l'Urgence Sociale, Presse via le service communication, etc.) et des tutelles (DASS de Paris, ou de la préfecture ou de la Mairie de Paris).

✓ *Appui méthodologique aux autres services du Samusocial de Paris*

- Adaptation de la fiche infirmière des EMA, nettoyage et analyse des bases de données ;
- Soutien méthodologique pour la base de données des cas de tuberculose pris en charge par l'EMLT (TB info-Samusocial de Paris) ; création des indicateurs de suivi d'activité de l'EMLT et réalisation du rapport trimestriel pour la DASES ;
- Participation à l'élaboration du « bilan du plan d'urgence hivernale 2007-2008 » ;
- Production de certificats d'hébergement (pour la direction de l'urgence sociale) retraçant le parcours d'hébergement d'usager.

Soutien méthodologique externe

✓ *Partenariat avec la FNARS sur l'observatoire national du 115*

L'Observatoire du Samusocial de Paris participe au conseil scientifique de l'observatoire national du 115 géré par la FNARS. Le travail du conseil scientifique en 2009 a été de suivre les premiers recueils de données des 115 sentinelles utilisant le logiciel progédis.

Organisation de la 3^{ème} journée scientifique de l'observatoire du samusocial de Paris

La 3^{ème} journée scientifique de l'observatoire, s'est déroulée le 15 décembre 2009 à la Maison de la RATP. Cette journée a pu se dérouler grâce au soutien de la Fondation EDF Diversiterre.

Le nombre de participants qui se sont présentés à l'accueil, venant de toute la France, s'élève à environ 200 (175 se sont présentés à l'accueil). Le public était composé de différents types de professionnels travaillant dans des associations de lutte contre l'exclusion, de chercheurs, médecins (en particulier des psychiatres), d'étudiants et de représentants d'institutions publiques et de partenaires privés du samusocial de Paris.

Cette année le thème de la matinée a été centré sur la santé mentale et les addictions des personnes sans logement personnel d'Ile-de-France. L'après-midi a été consacrée au travail social et sanitaire au 115 de Paris et dans des lits halte soins santé du samusocial de Paris.

Nous avons pu inviter, grâce au soutien de la Fondation EDF Diversiterre, un chercheur outre-Atlantique (canadien), qui coordonne actuellement au Québec une expérimentation sur le logement « d'abord » pour les personnes sans-domicile atteintes de troubles psychiatriques. Cette intervention était intéressante à plusieurs titres. D'une part, le projet lui-même est très intéressant et novateur en Europe, d'autre part ce projet va être expérimenté en France suite à un rapport récent remis à la Ministre de la santé et des sports. Ainsi les participants ont pu avoir la primeur de la présentation de ce projet et eu l'occasion de le discuter.

La couverture presse de la journée a été assez bonne et tournée essentiellement vers la présentation des données sur la santé mentale et les addictions des personnes sans domicile. D'une part, ces résultats étaient très attendus, d'autre part, un communiqué de presse sur l'annonce des premiers résultats, ainsi qu'un dossier de presse, a permis une diffusion importante dans les médias (journaux quotidiens ou spécialisés, télévisions, radios, site web).

Globalement, les participants ont trouvé cette journée très intéressante. Une partie du public est fidèle à ce rendez-vous qui permet d'avoir accès à des informations inédites, les publications scientifiques ou rapports arrivant plus tard, et de les discuter dans une assemblée pluridisciplinaire. Un certain nombre d'entre eux demandent déjà le programme de la prochaine journée scientifique qui se tiendra en décembre 2011 !

Publications-Rapports- Communications Externes

Cf Annexe

Bilan et perspectives 2010

Stabilisation des financements de l'Observatoire.

Inscription des travaux de l'Observatoire dans un travail de réseau, avec une élaboration plus collective du programme d'activité, selon les recommandations de l'IGAS 2007.

Amélioration de la communication interne et externe concernant les travaux de l'Observatoire.

Présence accrue dans les groupes d'experts au niveau national et international.

ANNEXES



Publications :

- ✓ « Les données du 115 de Paris - Urgence sociale. » François Michelot, in *Recueil statistique relatif à la pauvreté et la précarité en Île-de-France au 31 décembre 2008*, MIPES, décembre 2009, p 75-79.
- ✓ « Prevalence and characteristics of diabetes among homeless people attending shelters in Paris, France, 2006". Arnaud A, Fagot-Campagna A, Reach G, Basin C, Laporte A. *Eur J Public Health*. 2009 Dec 16. [Epub ahead of print].
- ✓ « Enquêter sur un dispositif d'urgence sociale. Les maraudes auprès de sans-abri à Paris », Cefai D., Gardella E., Le Méner E., in Cantelli F. et al. (dir.), *Sensibilités pragmatiques. Enquêter sur l'action publique*, Bruxelles, Bern, Berlin, Francfort, New York, Oxford, Vienne, Peter Lang, 2009, p. 39-52

Rapports :

- ✓ « La santé mentale et les addictions chez les personnes sans logement personnel d'Ile-de-France, sous la direction d'Anne Laporte (observatoire du samusocial de Paris) et Pierre Chauvin (Inserm), rapport de l'Observatoire du samusocial de Paris, décembre 2009, 225p.

Communications :

- ✓ « Le refus d'hébergement. Enquête sur le travail des Equipes Mobiles d'Aide du Samu Social de Paris », Le Méner E., communication à la Journée A-Sud, Architecture et Situations Urbaines de Développement, Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Paris la Villette, Paris, 19 juin 2009
- ✓ « Enquête auprès des personnes à la rue rencontrées par les équipes mobiles –Utilisation du dispositif et attentes des personnes rencontrées », A Arnaud, E Gardella, J Laganier, A Laporte, Journée du Chantier national Prioritaire sur *la Prise en charge des personnes à la rue en cas d'épisode climatique extrême*, 23 septembre 2009, grand salon de la Sorbonne, Paris.

Programme de la 3^{ième} journée scientifique de l'observatoire, 15 décembre 2009, Maison de la RATP

8 h 45 Introduction : Dr Xavier Emmanuelli (*Président du samusocial de Paris*)

Matinée : Santé mentale et addictions chez les personnes franciliennes sans logement personnel

8 h 55 Modérateurs :

Dr Serge KANNAS (*coordinateur Mission Nationale d'Appui en Santé Mentale*)

Dr Pierre Chauvin (*UMRS 707-Inserm*)

9 h 15 **Prévalences des troubles psychiatriques et addictions**

Marc-Antoine Détrez (*observatoire*) et Caroline Douay (*observatoire*),

Discutant : Pr Bruno Falissard (*Directeur de l'unité Inserm U669 de la maison de Solenn*)

10 h 05 **Le recours aux soins psychiatriques**

Dr Valérie Le Masson (*DIM-Hôpital Ste Anne*)

Discutant : Dr Christophe Lancon (*Hôpital Ste Marguerite, Marseille*)

11 h 10 Modérateur : **Dr Alain Mercuel** (*Service d'Appui en Santé Mentale et Exclusion Sociale, Hôpital Ste Anne*)

11 h 15 **Housing first** : un exemple de programme expérimental au Canada

Pr Jean-Pierre Bonin (*centre de recherche F. Seguin, Hôpital L-H Lafontaine, Montréal*)

Discutant : Tim Greacen (*Directeur de laboratoire de recherche de l'EPS Maison-Blanche*)

12 h 05 **Les jeunes sans logement personnel : santé psychique et comportements addictifs**

Dr Christine Chan-Chee (*Institut de Veille Sanitaire*)

Discutant : Dr Michel Botbol (*Psychiatre de l'administration centrale de la PJJ*)

Après-midi : Catégoriser, Distribuer, Soigner : paradoxes de l'urgence sociale ?

14 h 15 Modérateur : **Pascale Pichon** (*Directrice du département de Sociologie, Université Jean Monet, Saint Etienne*)

14 h 35 **Les SDF ont aussi une famille !**

Emmanuelle Guyavarch (*observatoire*) et Alexis Bouin (*samusocial de Paris-115*)

Discutant : Claire Lévy-Vroelant (*Professeur de Sociologie, Université Paris VIII*)

15 h 20 **Distribution des places par le 115 : organisation, critères de justice et choix tragiques**

Erwan Le Méner (*Observatoire – ENS Cachan*) et Habib Lani (*samusocial de Paris-115*)

Discutant : Frédérique Chave (*Sociologue, CRG-École polytechnique / Université Paris Ouest*)

16 h 05 **Les soins dans les LHSS : la continuité de la prise en charge en question**

Thomas Gardez (*observatoire – Université Dauphine*) et Michèle Robert (*samusocial de Paris-LHSS*)

Discutant : Antoine Rode (*Sociologue, PACTE-ODENORE, Grenoble*)

16 h 50 Clôture : Stefania Parigi (*Directrice Générale du samusocial de Paris*)